

## 4 International

## En Autriche, «une tragédie nationale»

**DRAME** Une fusillade a fait hier dix morts et une dizaine de blessés dans un établissement scolaire de Graz, selon un bilan encore provisoire. L'auteur présumé, un ancien élève de l'établissement, est également décédé. Une enquête doit déterminer son mobile

ISAURE HIACE, VIENNE

«Une tragédie nationale». C'est par ces mots que le chancelier autrichien, Christian Stocker, a réagi à la fusillade sanglante qui a éclaté hier dans un établissement scolaire de Graz, deuxième ville d'Autriche, située dans le Land de Styrie, au sud-est du pays. Une ville de 300 000 habitants connue pour être festive et étudiante. C'est tout simplement la pire tuerie en milieu scolaire de l'histoire de l'Autriche et le choc est à la mesure de l'horreur dans la république alpine.

L'auteur présumé, un Autrichien de 21 ans, est un ancien élève de l'établissement qui n'avait pas obtenu de diplôme. C'est aux alentours de 10h qu'il est entré dans ce lycée pour tirer sur des élèves et des professeurs. Dix personnes sont mortes, on ne sait pas encore combien d'élèves figurent parmi ces victimes. Une dizaine d'autres personnes ont été blessées. L'auteur présumé est lui aussi décédé, il

s'est suicidé après la fusillade dans les toilettes de l'établissement.

**Un permis de port d'armes**

Originaire de la région de Graz, il n'était pas connu des services de police et détenait un permis de port d'armes, selon les autorités. Deux ont été retrouvées sur place et sont en cours d'analyse. Une enquête doit également déterminer le mobile de cette attaque, qui, à ce stade, reste inconnu, même si les spéculations allaient bon train ce mardi en Autriche. L'acquisition d'armes à feu est relativement facile dans la république alpine et le nombre de permis de port d'armes n'a cessé de progresser ces dernières années dans ce pays de 9 millions d'habitants. Si des discussions sur un possible durcissement de la législation en la matière reviennent régulièrement, l'heure n'est pas aujourd'hui au débat en Autriche. Le pays est en état de choc et le mot d'ordre pour le moment est: unité.

Hier, alors que le nouveau gouvernement autrichien, alliance des conservateurs, sociaux-démocrates et libéraux, fêtait ses 100 premiers jours, le chancelier Christian Stocker a dû annuler tous ses rendez-vous pour se rendre à Graz, où il a tenu une conférence de presse. Signe de cette unité affichée? Le chance-

lier conservateur était aux côtés du gouverneur du Land de Styrie, Mario Kunasek, membre du parti d'extrême droite FPÖ, et de la maire communiste de Graz, Elke Kahr. Dans son discours également, Christian Stocker en a appelé à l'unité du pays. «C'est une tragédie nationale qui nous bouleverse tous profondément,

nous touche en tant qu'êtres humains, en tant que parents et en tant que société», a-t-il lancé, le visage grave, avant de poursuivre: «C'est précisément dans

**«La violence n'a pas sa place dans notre société»**

MICHAEL LUDWIG, MAIRE DE VIENNE

ces moments-là que nous devons être solidaires, comme une communauté qui se soutient, comme une société qui compatit.» Le chancelier a également décrété trois jours de deuil national.

**Parmi les dix pays les plus sûrs du monde**

Si l'Autriche a déjà connu des attaques à l'arme à feu en milieu scolaire, jamais le pays n'en a connu de cette ampleur. Ici, on associe plutôt ce genre de faits

aux Etats-Unis. L'Autriche n'a pas l'habitude de ce type de criminalité, le pays est réputé sûr et à juste titre: il figure parmi les dix états les plus sûrs du monde, d'après l'Indice mondial pour la paix. Les réactions politiques sont donc unanimes, toutes évoquent un choc profond. La maire de Graz, Elke Kahr, parle d'une «terrible tragédie». «La violence n'a pas sa place dans notre société», affirme le maire de Vienne, Michael Ludwig. Le président de la République, Alexander Van der Bellen, figure rassurante pour les Autrichiens, a, lui, salué la solidarité des Autrichiens: «En cette heure, nous sommes solidaires [...] pour supporter ensemble la douleur et être là pour tous ceux qui sont blessés. Notre pays montrera que notre force réside dans cette solidarité.» Plusieurs messages de solidarité sont également venus de l'étranger, notamment de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. ■

**COLLÈGE****Une surveillante tuée en France**

Une assistante d'éducation a été mortellement poignardée hier dans l'est de la France par un collégien devant son établissement, suscitant une vive émotion face à ce que le président Emmanuel Macron a qualifié de «déferlement de violence insensé».

L'adolescent a été arrêté et placé en garde à vue après avoir «blessé grièvement une assistante d'éducation» de 31 ans avec un couteau lors d'un contrôle de sacs, a précisé la préfecture.

L'adolescent, «un collégien de 14 ans qui n'avait pas d'antécédents judiciaires», a été immédiatement maîtrisé par les gendarmes présents. Un gendarme a été légèrement blessé.

La surveillante est décédée de ses blessures, a ensuite indiqué une source proche de l'enquête. ■ AFP

## «Un chrétien sur trois envisage de quitter Israël»

**MINORITÉS** Selon une enquête du Rosing Center à Jérusalem, près de la moitié des chrétiens de moins de 30 ans pensent sérieusement à émigrer. Interview de Hana Bendowsky, directrice du programme pour les relations judéo-chrétiennes

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-SYLVIE SPRENGER (PROTESTINFO)

**«La société israélienne a besoin aujourd'hui d'un processus de construction identitaire»**

Face à la hausse des actes anti-chrétiens, de nombreux Israéliens de confession chrétienne pensent à quitter le pays. C'est ce que révèle le second rapport annuel du Rosing Center, ONG basée à Jérusalem et engagée dans le dialogue interreligieux. Eclairage avec la chercheuse juive Hana Bendowsky, directrice du Centre pour les relations judéo-chrétiennes de Jérusalem (JCJCR) – l'un des programmes du Rosing Center.

Selon votre dernier rapport annuel, un chrétien sur trois (36%) envisage de quitter Israël. Ce chiffre vous a-t-il surpris? Compte tenu de la situation politique actuelle, je m'attendais à ce que le nombre de personnes souhaitant quitter Israël soit bien plus élevé. De nombreux Israéliens juifs y réfléchissent aussi sérieusement. Cependant, les chrétiens ont toujours affiché une plus forte propension à émigrer, d'une part parce qu'ils constituent une minorité au sein d'une minorité (la majorité des chrétiens d'Israël sont des Arabes/Palestiniens), et d'autre part en raison de leurs liens étroits avec le monde occidental.

**Ce chiffre monte à 48% pour les jeunes de moins de 30 ans. Comment comprendre ce phénomène?** Les moins de 30 ans sont au début de leur carrière professionnelle. Nombre d'entre eux ne sont pas encore mariés, ce qui leur offre une plus grande flexibilité et davantage de possibilités de démarrer une nouvelle vie ailleurs.

L'idée de vivre dans un endroit où ils ne sont pas étiquetés comme «Arabes» ou «chrétiens», mais simplement considérés comme des citoyens à part entière, est très attrayante pour beaucoup d'entre eux.

**Quelle est la proportion de chrétiens en Israël?** Selon le registre de la population israélienne, on compte actuellement 181 000 chrétiens (moins de 2%) officiellement enregistrés en Israël. Parmi eux, 78% sont des chrétiens arabes (environ 141 000 personnes). Cependant, ce chiffre ne reflète pas l'image complète de la population chrétienne en Israël. En tenant compte également d'autres groupes, comme des travailleurs étrangers ou demandeurs d'asile, ce nombre serait probablement plus proche de 400 000 ou plus.

**Comment la situation des chrétiens a-t-elle évolué depuis le début de la guerre?** A première vue,

comme pour la majorité des Israéliens, leur quotidien ne semble pas directement affecté. Cependant, la société israélienne s'est dans son ensemble largement polarisée et se montre de plus en plus hostile envers quiconque est perçu comme «différent». Les relations judéo-arabes sont marquées par une tension accrue, de la méfiance et une forte diminution des interactions, à l'image de la marginalisation des enseignants arabes dans les écoles juives. Cette discrimination est souvent présentée comme une mesure de sécurité dans le climat post-octobre 2023. Dans ce contexte, les chrétiens arabes sont perçus comme faisant partie intégrante de la société arabe, sans distinction aucune.

**Est-ce à dire que ces derniers sont assimilés aux Palestiniens?** La rencontre avec les chrétiens arabes pose un double défi. Parfois, ils sont perçus principalement comme des Palestiniens; parfois, prioritairement comme des chrétiens. Parce que les chrétiens sont associés au monde occidental – auquel la société israélienne aspire –, ils sont parfois perçus comme plus libéraux et plus ouverts que les autres Arabes. Certains juifs supposent même que les chrétiens sont moins impliqués dans le conflit israélo-palestinien. Ils sont souvent surpris de découvrir qu'il existe des chrétiens arabes engagés politiquement, dont beaucoup s'identifient pleinement à la société palestinienne. Au contraire, parfois, c'est l'aspect chrétien qui s'avère plus difficile à appréhender pour les juifs.

**Pour quelle raison?** Près de 80 ans après la fondation de l'Etat d'Israël, l'attitude des juifs envers les chrétiens est encore empreinte de suspicion, découlant de profonds désaccords

théologiques et d'une longue et douloureuse réalité historique marquée par la persécution et l'hostilité. Les souvenirs douloureux, la Shoah et les traumatismes intergénérationnels façonnent encore aujourd'hui la perception juive. Les juifs arrivés en Israël ont apporté avec eux ce lourd bagage historique.

**Cette perception est-elle condamnée à perdurer?** La société israélienne a besoin aujourd'hui d'un processus de construction identitaire: développer une identité juive israélienne solide et confiante. Cela implique de s'éloigner d'une perspective victimaire et de construire une identité forte, stable et authentique. Ce n'est qu'à ce moment que des relations saines et constructives avec le christianisme et les chrétiens pourront s'enraciner. Or la situation actuelle ne permet pas la poursuite de ce processus de guérison.

**Comment cette méfiance se manifeste-t-elle aujourd'hui?** Dans tous les aspects du quotidien, on constate une violence accrue et ces agressions – verbales et physiques – sont banalisées: du comportement des automobilistes sur la route à celui des membres du gouvernement, en passant par celui des forces de l'ordre. Parallèlement, un autre aspect inquiétant est la forte hausse de la criminalité dans la société arabe. Or, tous ces problèmes sont presque totalement négligés par la police et les autorités, et les efforts pour les résoudre sont insuffisants.

**Quel rôle jouent les déclarations du gouvernement dans cette montée d'actes anti-chrétiens?** Depuis le début de la guerre, le gouvernement se désintéresse de la question des attaques contre les chrétiens ou de la protection des minorités en général. Par le passé, Israël était très attentif à la manière dont il était perçu par la communauté internationale et veillait à ne pas nuire à ses relations avec ses partenaires internationaux, notamment en ce qui concerne le traitement des minorités. Ce n'est plus le cas. Aujourd'hui, l'atmosphère générale, façonnée par le gouvernement et relayée par l'opinion publique, est à l'isolement: «Personne ne veillera sur nous, nous devons donc veiller uniquement sur nous-mêmes.»

**A votre avis, faut-il s'attendre à un véritable exode des chrétiens?** Etant donné la petite taille de la communauté, même l'émigration d'un petit nombre de jeunes a un impact significatif sur son avenir et celui des chrétiens du pays. De plus, il s'agit d'une communauté au statut socioéconomique élevé. Nombre de ses membres occupent des rôles influents (médecins, avocats, ingénieurs de pointe ou universitaires). L'émigration de cette population constituerait une perte substantielle pour la société israélienne dans son ensemble. ■

**EN BREF****Echange de prisonniers de guerre après des frappes**

La Russie et l'Ukraine ont procédé hier à la deuxième phase d'un échange d'ampleur de prisonniers de guerre, seule avancée concrète des récents pourparlers de paix à Istanbul, désormais dans l'impasse. Ce nouvel échange est intervenu quelques heures après des frappes nocturnes russes. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a précisé que l'échange concernait des «soldats grièvement blessés» lors des combats. Parallèlement à ces échanges, de nouvelles frappes nocturnes russes impliquant des centaines de drones ont fait trois morts et plusieurs blessés à Kiev et Odessa. AFP

**Trois députés exclus du parlement en Grèce**

La Cour électorale suprême de Grèce a exclu du parlement le dirigeant du parti d'extrême droite les Spartiates ainsi que deux autres députés, tous trois visés par une enquête pour fraude électorale, a rapporté l'agence grecque ANA hier. Vasilis Stigkas, chef de cette petite formation d'extrême droite entrée au parlement il y a deux ans, et deux parlementaires ont été déçus de leur mandat après que la justice a retenu des plaintes d'électeurs affirmant que le véritable dirigeant du parti n'était autre qu'Ilias Kasidiaris, ancien porte-parole du parti néonazi Aube dorée, actuellement en prison. ATS

**L'Iran et les Etats-Unis reparleront du nucléaire**

L'Iran et les Etats-Unis tiendront cette semaine une nouvelle réunion sur l'épineux dossier du nucléaire iranien, malgré des divergences affichées en public sur la question de l'enrichissement d'uranium. Les deux pays, à couteaux tirés depuis quatre décennies, ont tenu depuis avril cinq cycles de pourparlers sous médiation du sultanat d'Oman. Ils tentent de s'entendre sur un potentiel accord qui empêcherait l'Iran de se doter de l'arme atomique – une ambition dont se défend farouchement Téhéran – en échange d'une levée des sanctions qui paralysent son économie. Les discussions butent sur la question de l'enrichissement d'uranium. AFP

**MAIS ENCORE****Bateau pour Gaza: Greta Thunberg expulsée**

Israël a expulsé hier la Suédoise Greta Thunberg par avion en Suède via la France, après son arrestation à bord d'un bateau d'aide pour Gaza avec d'autres militants pro-palestiniens qui ont été emmenés à l'aéroport Ben Gourion en vue de leur expulsion. (ATS)

**Ministres d'extrême droite sanctionnés**

Le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et la Norvège ont annoncé hier avoir imposé des sanctions contre deux ministres israéliens d'extrême droite, Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, les accusant d'«incitation à la violence» contre les Palestiniens, une démarche inédite de la part de pays occidentaux. (AFP)